

# Un déficit budgétaire de 3,7% du PIB en 2018

Kawtar Tali  
ktali@aujourd'hui.ma

«L'année 2018 s'est inscrite dans une conjoncture nationale marquée par la poursuite des efforts en matière de réduction du déficit budgétaire et de la gestion avisée de l'endettement public à des niveaux soutenables». C'est en ces termes que Fouzi Lekjaa, directeur du budget, décrit l'exercice budgétaire 2018 dans le rapport annuel de son département. La direction du budget dresse ainsi le bilan de son activité au titre dudit exercice, dont l'exécution de la loi de Finances s'est soldée par un déficit budgétaire de 3,7% du PIB. Cet écart s'est inscrit en légère accentuation par rapport à celui enregistré durant l'exercice 2017. Se référant au rapport de la Direction du budget, le déficit budgétaire s'est aggravé en 2018 de 2,8% comparé à l'année d'avant. Une évolution qui, selon le département de Fouzi Lekjaa, s'est déroulée dans un contexte marqué par plusieurs défis et enjeux liés d'une part à l'évolution des charges de compensation et à la baisse des dons des pays du Conseil de coopération du Golfe. L'année a connu la poursuite des efforts de mobilisation des financements auprès des principaux partenaires financiers. Un montant de 4,05 milliards de dirhams a été mobilisé dans ce sens. S'agissant d'exécution des dépenses d'investissement, le taux d'émission des crédits d'investissement au titre du budget général s'est considérablement apprécié sur la période 2012-2018. Il est ainsi passé de 59,6% en 2012 à 78,95% en 2018 affichant ainsi une amélioration de près de 19 points. Un trend positif qui, selon la Direction du budget, «a été réalisé essentiellement grâce aux efforts déployés pour mener à temps les chantiers structurants



d'infrastructures, mais aussi grâce aux avancées significatives en matière de promotion de la gestion publique suite à l'entrée en vigueur de la loi organique de Finances (LOF)». Le volume de crédits reportés a pour sa part nettement diminué. Il s'est replié de 42% basculant de 21 milliards de dirhams en 2013 à 12 milliards de dirhams en 2018. Une réduction qui résulte de l'effort d'assainissement consenti dans ce sens. La Direction du budget souligne par ailleurs que les engagements des dépenses se sont établis à 471,36 milliards de dirhams, soit un taux de 86% comparé aux crédits ouverts contre 83% une année auparavant. «434,67 milliards de dirhams de ces engagements ont été réalisés, soit un taux d'émission sur engagement de 92%, qui est le même taux d'émission que l'année dernière», peut-on relever du rapport d'activité de la Direction du budget. Les engagements au titre des dépenses de fonctionnement ont atteint en 2018 un volume

Les transferts réalisés en 2018, relatifs au budget de fonctionnement, se situent à 62,64 milliards de dirhams sur des crédits de 64, 85 milliards de dirhams représentant un taux de déblocage de 96,59%.

de 193,09 milliards de dirhams sur des crédits modifiés de l'ordre de 198,34 milliards de dirhams, soit un taux d'engagement de 97% contre 98% en 2017. Les émissions réalisées au titre de ces dépenses se sont chiffrées à 192,82 milliards de dirhams représentant un taux d'émission de près de 97,21% contre 97,67% une année plus tôt. Pour ce qui est des dépenses d'investissement du budget général, la Direction du budget relève des crédits ouverts de l'ordre de 68,23 milliards de dirhams. 19,44

milliards de ces crédits ont été au profit du chapitre de charges communes tandis que 48,79 milliards de dirhams ont été au profit des budgets des départements ministériels. «A ces crédits, s'ajoutent les reports de l'année 2017 sur l'année 2018 d'un montant de 12 milliards de dirhams, les fonds de concours qui s'élèvent à 832 millions de dirhams et les ouvertures de crédits par arrêté qui ont enregistré 5,79 milliards de dirhams», peut-on lire dans le rapport de la Direction du budget. Le montant global des crédits d'investissement modifiés a atteint en 2018 une valeur de l'ordre de 85,93 milliards de dirhams, avec des engagements de l'ordre de 80,09 milliards de dirhams, représentant ainsi un taux d'engagement de 93% contre 95% en 2017. Les émissions se sont élevées à 67,84 milliards de dirhams, soit un taux d'émission de 78,95% contre 79% en 2017. En ce qui concerne les transferts effectués sur le bud-

get général, la Direction du budget indique qu'ils ont été principalement destinés aux établissements et entreprises publics, aux services de l'État gérés de manière autonome, aux comptes spéciaux du Trésor et aux institutions à but non lucratif. Les déblocages des transferts réalisés au titre de l'exécution de la loi de Finances 2018 se sont élevés à 109,89 milliards de dirhams sur des crédits d'environ 115,76 milliards de dirhams. Le taux de déblocage ressort dans ce sens à 94,93%. De même, les transferts réalisés en 2018, relatifs au budget de fonctionnement, se situent à 62,64 milliards de dirhams sur des crédits de 64, 85 milliards de dirhams représentant un taux de déblocage de 96,59%. En outre, les déblocages effectués liés au budget d'investissement sont estimés à 47,25 milliards de dirhams sur des crédits de 50,91 milliards de dirhams représentant un taux de déblocage de 92,81%.